



CHAPITRE 37

Loi modifiant la Loi des terres
et forêts

[Sanctionnée le 12 août 1967]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.
92, a. 95,
mod.

1. L'article 95 de la Loi des terres et forêts (Statuts refondus, 1964, chapitre 92) est modifié en remplaçant les trois premiers alinéas par les suivants:

Permis
spéciaux.

« **95.** Toutefois le ministre des terres et forêts est autorisé à délivrer, sans enchère publique et sans avis préalable, des permis spéciaux valides pour une période n'excédant pas cinq ans à compter de la date où ils sont délivrés, pour la coupe du bois sur des terres publiques vacantes pour un volume n'excédant pas annuellement 300,000 pieds cubes par permis, moyennant le paiement des droits annuels de coupe et suivant les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur et par l'arrêté en conseil autorisant la délivrance d'un tel permis spécial.

Augmen-
tation du
volume.

Le volume peut être porté à un million de pieds cubes lorsque les bois coupés sont destinés à être débités dans une scierie dont l'exploitation est économiquement nécessaire à une localité voisine.

Annula-
tion de
permis.

Tout permis délivré en vertu des deux alinéas qui précèdent peut être en tout temps annulé par le ministre si son détenteur fait défaut de payer les droits annuels de coupe requis ou de se conformer aux conditions prévues par la loi et

CHAPTER 37

An Act to amend the Lands and Forests
Act

[Assented to 12th August 1967]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 95 of the Lands and Forests Act (Revised Statutes, 1964, chapter 92) is amended by replacing the first three paragraphs by the following:

R.S., c.
92, s. 95,
am.

“**95.** The Minister of Lands and Forests is, however, authorized to issue, without public auction and without previous notice, special permits effective for a period not exceeding five years from the day on which they are issued, to cut timber on vacant public lands to an extent not exceeding 300,000 cubic feet annually per permit, in consideration of the payment of annual stumpage dues and according to the conditions provided by law and in the regulations in force and in the order-in-council authorizing the issuing of such a special permit.

Special
permits.

The quantity may be increased to one million cubic feet when the timber cut is intended to be sawn in a sawmill the operating of which is an economic necessity for a neighbouring locality.

Increase
of quan-
tity.

Any permit issued under the two preceding paragraphs may be cancelled by the Minister at any time if the holder thereof fails to pay the annual stumpage dues required or to comply with the conditions provided by law and in the

Cancell-
ation of
permit.

les règlements en vigueur ou par l'arrêté en conseil qui autorise la délivrance d'un tel permis spécial.

Restriction.

Aucune personne ne peut obtenir au cours d'une même période plus d'un permis spécial mentionné ci-dessus ni ne peut en obtenir un nouveau sans avoir entièrement payé toutes les sommes qu'il doit à la couronne. »

regulations in force or by the order in council authorizing the issue of such a special permit.

No person shall obtain, during the same period, more than one of the special permits above-mentioned, or a new permit without having fully paid up all monies which such person owes to the Crown." Limitation.

S.R., c. 92, titre du § 8, mod.

2. Le titre du paragraphe 8 de la section I de la troisième partie de ladite loi, qui précède l'article 97, est modifié en insérant dans la deuxième ligne, après le mot « échanges », les mots « et retraits ».

2. The title of subdivision 8 of division I of Part III of the said act, which precedes section 97, is amended by inserting, after the word "Exchanges" in the second line, the words "and Withdrawals" R.S., c. 92, title of § 8, am.

Id., a. 98, mod.

3. L'article 98 de ladite loi est modifié en remplaçant les paragraphes 1 et 2 par les suivants:

3. Section 98 of the said act is amended by replacing subsections 1 and 2 by the following: Id., s. 98, am.

Échanges autorisés.

« **98.** 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des terres et forêts à faire, aux conditions qu'il détermine, des échanges avec des propriétaires de domaines forestiers ou avec des détenteurs de concessions forestières, ou à retirer la totalité ou toute partie de telles concessions forestières et, en retour des territoires ainsi retraits, à donner des permis de coupe renouvelables sur des terres publiques ou, si de tels permis ne sont pas donnés en retour, à verser une indemnité dont le montant est établi en suivant, *mutatis mutandis*, la procédure prévue aux articles 3 à 18 de la loi 15-16 George VI, chapitre 38.

"**98.** (1) The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Lands and Forests to make, upon such conditions as he may determine, exchanges with owners of forest lands or with holders of timber limits, or to withdraw the whole or any part of such timber limits and, in exchange for territories thus withdrawn, to grant renewable cutting licenses on public lands or, if such licenses are not given in exchange, to pay an indemnity the amount whereof shall be fixed by following *mutatis mutandis* the procedure provided in sections 3 to 18 of the act 15-16 George VI, chapter 38. Exchanges authorized.

Considération.

2. Ces échanges, retraits et octrois de permis de coupe renouvelables doivent être faits en tenant compte des droits des personnes en cause, de l'intérêt général de la province et des besoins socio-économiques des régions où sont situés les territoires dont il s'agit. »

(2) These exchanges, withdrawals and grants of renewable cutting licenses must be effected with consideration for the rights of the persons concerned, the general interest of the Province and the socio-economic needs of the regions where the territories concerned are situated." Conditions.

Entrée en vigueur.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

4. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.